REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 30 août au 05 septembre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement.....2
- Développement durable : Des marmailles sensibilisés grâce au partenariat entre l'association Platik'Akoz et le rectorat
- La résilience des écosystème côtiers du sud-ouest de l'OI
- Le projet Recos rencontre les autorités anjouanaises

1.2 Pêche.....6
- Anjouan : des pêcheurs formés sur les techniques de conservations

1.3 Coopération.....8
- Océan Indien : des îles, des liens… et un destin commun

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie.....10
- Foire Internationale de l'Agriculture : Plus de 20 000 visiteurs attendus à la 4e édition
- La hausse des prix force les Réunionnais à changer leurs habitudes alimentaires
- Les Seychelles vont reprendre l'exploration pétrolière.
- Kevin Ramkaloan : « La reprise pour préparer un développement durable à moyen terme »

2.2 Economie bleue.....14
- Blue Ecomony dept. gets US $60,000 to boost its educational programme

2.3 Transition énergétique..... 15
- Atteindre l'autonomie énergétique : un défi "immense" à relever

2.4 Coopération.....16
- Madagascar –Etats Unis : Coopération renforcée pour une facilitation des investissements américains
- Coopération Comores-Arabie Saoudite …….

2.5 Société.....18
- Les Seychelles atteignent pour la première fois la barre des 100 000 habitants, selon les statistiques du recensement.

Développement durable : Des marmailles sensibilisés grâce au partenariat entre l'association Platik'Akoz et le rectorat

L'Association Plastik'Akoz et l'Académie de La Réunion avaient signé en Novembre 2021 un partenariat pour l'année scolaire 2021-2022 afin de développer des actions sur la thématique du développement durable. Les deux partenaires souhaitent aujourd'hui rendre compte de ce partenariat et des actions menées.



Conscients de l'urgence écologique provoquée par l'utilisation massive du plastique à usage unique, l'Association Plastik'Akoz et l'Académie de La Réunion s'étaient rapprochées pour signer un partenariat dans le cadre du projet ExPLOI (Expédition Plastique Océan Indien) développé par la Commission de l'Océan Indien (COI) qui est consacré à la lutte contre la pollution plastique. Il s'agit d'un projet innovant et d'envergure régionale qui vise à apporter une réponse complète à la problématique de la pollution plastique à travers 3 axes : l'amélioration de la connaissance des impacts de la pollution marine par le plastique, l'éducation à l'environnement et la sensibilisation à la pollution plastique, et le développement d'une économie circulaire régionale.

Le partenariat avait pour objectif général de favoriser la synergie entre les projets portés par la communauté éducative et ceux portés par les partenaires de l'Association Plastik'Akoz afin de renforcer l'action en faveur du développement durable sur tout le territoire. Aujourd'hui les établissements scolaires et les entreprises de Plastik'Akoz, s'engagent dans une démarche vertueuse et parfois de labellisation (E3D pour les établissements). La lettre sempervirente publiée chaque mois depuis Février 2021 sur le site de l'académie expose l'ensemble de l'actualité de l'éducation au Développement Durable. Ils disposent d'une organisation similaire : des professeurs référents EDD et des responsables « RSE » en entreprise qui ont pour mission d'embarquer les 4000 éco-délégués réunionnais et, en symétrie, les 4000 collaborateurs ambassadeurs des entreprises fondatrices de Plastik'Akoz.

Ce partenariat consistait à rassembler les « forces engagées » et notamment à :

- Développer, accompagner des projets, des actions, des concours

académiques liés à la thématique du développement durable, de la réduction des plastiques et des déchets.
- Accompagner les actions choisies par les 4000 éco-délégué(e)s de La Réunion, notamment sur la thématique de la « réduction plastique ».
- Développer des actions de sensibilisation permettant de toucher les publics les plus défavorisés à la problématique de réduction des déchets et plastiques.
- Renforcer la dimension du développement durable dans les stages en entreprise des élèves proposés par l'Education nationale, en concertation avec le monde professionnel.
- Contribuer et participer à l'engagement de La Réunion dans le programme ExPLOI de la COI.
- Assurer la promotion d'actions, la diffusion et la communication des projets et dispositifs communs des partenaires.
- Evaluer le financement du coût des actions identifiées et convenues entre les Partenaires qui pourra donner lieu à des co-financements.

4 actions ont rythmé l'année scolaire dans le cadre de ce partenariat :

Une action de nettoyage et ramassage des déchets aux abords des établissements de la commune de Trois Bassins : 500 élèves et 70 enseignants et parents volontaires ont participé à cette action. Cette opération s'inscrivait dans le cadre du World Clean Up Day qui connait un grand succès et une fortemobilisation à La Réunion. L'association, qui a contribué à cette action, a également organisé sa première édition le vendredi 17 septembre 2021 sur le front de mer de la Ville du Port et le samedi 18 septembre sur la zone aéroportuaire de Gillot. 75 collaborateurs de ces entreprises engagées se sont mobilisés et ont ramassé 2,5 tonnes de déchets.

Le concours Volcano GameJam Junior dont l'objectif était la création collaborative d'un jeu vidéo sérieux sur les thèmes "le cycle de l'eau" en phase qualificative puis « la réduction des plastiques » en phase finale. 17 collèges ont participé à ce concours, soit 301 élèves dont 123 filles. L'association Plastik'Akoz qui a financé une partie des actions a accueilli les 9 collèges finalistes au Village By CA le 10 Juin 2022 pour valoriser leur production et remettre différents cadeaux aux nombreux finalistes (36 élèves de collège de cycle 4 ont été reçus. Voir également : https://pedagogie.ac-reunion.fr/portailmathematique/cycle-4/actions/concours-volcano-game-jam-junior.html

Suite de l'article

La Gazette des Comores

ENVIRONNEMENT

La résilience des écosystèmes côtiers du sud-ouest de l'océan indien

Le directeur général de l'Environnement M. Elamine Youssouf Mbechezi, a présidé un atelier relatif à un projet visant à renforcer la résilience des populations littorales face aux défis sociétaux et aux risques climatiques en restaurant et préservant les écosystèmes côtiers, dans les pays de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Ce projet dénommé : "Résilience des Écosystèmes Côtiers du Sud-Ouest de l'Océan Indien" (RECOS) cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), s'inscrit dans le cadre du domaine d'intervention 4 de la COI, "Environnement durable et changement climatique". Il est reconnu que les services rendus par les écosystèmes côtiers ont trait aux services de régulation, tels que la réduction de l'érosion costale, la diminution de l'impact de la houle des vagues, de protection offerts par les récifs coralliens sur les traits littoraux, d'approvisionnement, notamment par la production d'eau et de nourriture, de support, comme la formation des sols et culturels, à travers les lieux de loisirs ou d'inspiration artistique.

Si les écosystèmes côtiers des pays du Sud-ouest de l'Océan Indien de la COI sont remarquables ils sont aussi très vulnérables. Ce sont des zones majeures pour la plupart des pays où se concentrent les populations, ils subissent en effet des perturbations d'ordre physique en raison d'évènements climatiques extrêmes dont l'intensité et la probabilité d'occurrence s'accroissent avec les effets du changement climatique et des perturbations d'ordre anthropique. Dans ce contexte l'objectif global du projet est de renforcer la résilience des populations littorales face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes côtiers en renforcer la gouvernance régionale et nationale des écosystèmes côtiers et marins et en mettant en œuvre des chantiers innovants, variés et réplicables de restauration et d'exploitation durable d'écosystèmes côtiers et marins en s'appuyant sur des groupes de travail scientifique.



Trois des quatre composantes concernent, entre autres, le renforcement du suivi et de la gestion des écosystèmes côtiers à l'échelle régionale et nationale, et échanges d'expériences, le renforcement de la gouvernance régionale et nationale des écosystèmes côtiers et marins, le soutien aux comités nationaux de gestion intégrée de la zone côtière (GIZC), les réseaux nationaux d'aires marines protégées ainsi qu'un programme d'échanges d'expériences sur la gestion des écosystèmes côtiers. La coopération scientifique régionale et la mise en œuvre de projets de restauration et de soutien à des filières d'exploitation durable des écosystèmes côtiers sera recherchée ainsi que le renforcement de la coopération scientifique régionale sur la restauration des écosystèmes côtiers, la mise en œuvre de projets pilotes et l'appel à projets en lien avec les actions locales de restauration et de gestion des écosystèmes côtiers. Enfin, la communication, la sensibilisation, la capitalisation et la valorisation des bonnes pratiques seront développées.

Et comme le disait le coordinateur régional Christophe Legrand dans une interview : «Notre capacité à adresser le changement climatique dépend donc en grande partie de notre habilité à préserver ces écosystèmes. De nombreux composants des écosystèmes côtiers assurent une protection importante des côtes. Ce faisant, ils contribuent significativement à la résilience des écosystèmes et des populations côtières. C'est le cas des mangroves, par exemple.»

Mmagaza

Environnement : Le projet Recos rencontre les autorités anjouanaises

Le projet Recos par le biais de son coordinateur régional Christophe Legrand, a rencontré le nouveau cabinet du gouverneur de Ndzuani après avoir rencontré le gouvernement central. Les échanges ont porté sur les travaux du projet de la commission de l'Océan Indien financé à hauteur de 10 millions d'euros.



Une rencontre a également eu lieu avec l'université de Patsy pour le volet scientifique du projet qui dure 5 ans. « C'était une visite de courtoisie pour informer officiellement les autorités Anjouanaise que nous étions en mission ici pour le compte de la commission de l'Océan Indien, dans le cadre de la mise en œuvre du projet Ricos. Ce qui veut dire, résilience côtière. C'est un projet à hauteur de 10 millions d'euros financé par l'Afd et le fond français de l'environnement pour une durée de 5 ans. Une durée pour laquelle nous espérons travailler avec les acteurs des zones côtières que ce soit la société civile, le gouvernement, les autorités locales ou encore les acteurs de la recherche et du monde académique », explique Christophe Legrand, le coordonnateur régional du projet RECOS.

Et il précise que « le projet a débuté en fin novembre 2021, c'est là où il a été lancé, c'est là où moi, je suis arrivé en fait au niveau de la commission de l'Océan Indien à Maurice. Puis là, c'est notre première visite aux Comores où nous avons pu présenter le programme. Nous avons pu le faire, mardi, au niveau des autorités à Moroni. Les activités, nous espérons les commencer très rapidement en début de 2023. Ça sera après une validation par le comité de pilotage après ce que nous pourrons présenter comme activités. La suite sera des visites de diagnostic et de rencontres. »

Selon lui, ces activités de mise en œuvre de projet sont liées à la gestion intégrée des zones côtières, donc avec des associations qui peuvent gérer la pêche durable, la gestion des aires marines protégées comme à Shisiwani, mais aussi tous les problèmes qui viennent en amont comme les pressions côtières qui peuvent exister au niveau d'île comme Anjouan.

« Après, il y a un appui à la gouvernance locale. Nous allons essayer de mettre en place des plateformes de gouvernance pour mieux intégrer la discussion et la planification du développement durable au niveau des Comores et d'Anjouan. Nous avons rencontré ce matin le centre universitaire parce qu'il y a tout un volet scientifique. Essaie de lier un peu la science marine avec nos activités de projet », dit-il. « La présentation que nous avons pu faire a conforté les autorités et nous a confortés aussi dans nos choix. Il semble que l'approche qu'on veut donner aux activités clés plaît. Les représentants du gouverneur semblent aussi convaincus qu'Anjouan pourrait aussi bénéficier de ce projet. Pour l'instant, le programme se déroule très bien. Les rencontres sont riches. Ça nous donne beaucoup d'informations. Nous sommes très contents d'être là pour 5 ans », conclut-il.

Anjouan : Des pêcheurs formés sur les techniques de conservations

Une formation de 10 jours destinée aux pêcheurs et aux femmes revendeuses des Comores et de Madagascar s'est tenue à L'ENPMM de Mirontsy. Une formation sur les techniques de conservations théoriques et pratiques avec la participation des 6 Comoriens et 6 Malgaches.



Deux autres formations sont prévues notamment à Maurice pour la dcp fin septembre et aux Seychelles probablement en novembre sur la commercialisation. « C'est pour une valeur ajoutée des produits halieutiques transformés. Nous avons fait du salé, séché, fumé à froid et à chaud, du poulpe salé, séché fumé et avec du sucre à froid. Pendant les 10 jours de formation, nous allons faire l'évaluation pour voir les connaissances des participants, leurs méthodes de travail. Nous avons fait la pratique avec les 12 participants dont 6 de Madagascar et 6 de l'Union des Comores », a fait savoir le responsable des recherches appliquées à la direction générale de la pêche et formateur Abdoulchakour Mohamed Abderemane.

« Nous allons évaluer toutes les techniques qu'ils ont apprises. Puisque, si nous supposons que demain, ils vont avoir des moyens de création d'entreprise, ils doivent être capables de travailler », dit-il. Et selon lui, la formation intensive est suffisante. « 10 jours sont suffisants. Souvent les pêcheurs et les femmes revendeuses n'ont pas fait l'école. L'essentiel, pour eux, c'est la formation pratique. Il suffit qu'ils retiennent le grammage des ingrédients pour de telles quantités de produits et la durée de conservation. Les pêcheurs formés peuvent s'adapter avec les matériaux de bord. Ils travaillent en coopérative. Nous allons faire également des recommandations sur ses femmes », ajoute-t-il.

Quant à Vishnu Soondron, assistant technique du projet Swiofish 2 financé par la banque mondiale et exécuté par la COI, « nous avons décidé de faire une série de formations. Depuis 3 ans, nous avons travaillé pour voir la nécessité des pêcheurs. Nous avons noté 3 thèmes où les pêcheurs manquent de capacités. Premièrement, c'est la technique de pêche, DCP, la transformation et valeur ajoutée et le marketing, la commercialisation des produits », souligne-t-il. Pour lui, le choix des pays s'explique par rapport au taux de pauvreté, mais pas que. « Nous avons identifié des pays où ils ont les moyens et les facilités. La banque mondiale a décidé qu'il y a deux pays dans la zone océan Indien dont les Comores et Madagascar car la revenue par tête d'habitant est plus basse que les autres comme Maurice, Seychelles ou la Réunion. Nous avons déjà préparé le TDR, pris un consultant comorien. Ces pêcheurs vont après devenir formateurs dans leur pays », dit-il et précise que « je suis satisfait que nous avons plus ou moins atteint l'objectif de la formation de salage, séchage et fumage à chaud et à froid. Nous n'allons pas donner des outils. Tout le monde dit que nous donnons des formations, mais pas des outils. Nous nous voyons avec les bailleurs pour voir comment soutenir les pêcheurs ».

L'occasion pour le directeur général de l'école nationale de pêche et de la marine marchande de Mirontsy, Omar Houmadi, de revenir sur les opportunités de cette formation pour l'ouverture prochaine de la rentrée scolaire de l'établissement. « C'est une des techniques que nous enseignons à l'école. C'est une coopérative de pêcheurs qui bénéficie de cette formation sur les domaines de la pêche. Notre école est la mieux placée pour dispenser cette formation. C'est un renforcement de capacités de ce que l'établissement dispose. Et c'est aussi l'occasion de montrer que l'école est en activité », a-t-il déclaré avant d'inviter toutes les personnes intéressées à cette technique de conservation de se fournir du dossier d'inscription auprès de l'école à Mirontsy ou les directions régionales de la pêche à Mohéli et à la Grande Comore. Selon lui, « l'avenir du pays repose sur la pêche ».

Ahmed Zaidou

Lire aussi :

African countries vow to increase fish production through collaboration Seafoodsource.com, Projet Ecofish

Océan Indien : des îles, des liens… et un destin commun

Quarante ans après la déclaration de Port-Louis, les cinq membres de la Commission de l'océan Indien – les Comores, Madagascar, Maurice, La Réunion et les Seychelles – doivent plus que jamais jouer la carte de l'intégration régionale et de la complémentarité. Voici venu le temps de l'Indianocéanie.

Par François-Xavier Freland



« Je ne suis pas né dans ce pays, je n'y ai pas grandi, je n'en connais presque rien, et pourtant je sens en moi le poids de son histoire, la force de sa vie, une sorte de fardeau que je porte sur mon dos partout où je vis », écrivait Jean-Marie Gustave Le Clézio dans *Alma* (Gallimard, 2017) à propos de Maurice, l'une des îles de l'océan Indien. Il semble exister, en ce coin de la planète, un phénomène, un pôle d'attraction, qui donne l'impression à chacun, aussi éloigné soit-il, d'y avoir un peu vécu ou, au moins, d'y être passé un jour, peut-être dans une autre vie. Est-ce le fruit du brassage humain qui, depuis des millénaires, fit se rencontrer dans ce carrefour stratégique où transitait la route de la soie toutes les races, toutes les cultures et toutes les religions ?

Du IX^{e} au XII^{e} siècle de notre ère, les marchands de la péninsule arabique et du plateau iranien faisaient bien souvent escale dans ces îles, en allant alimenter un vaste commerce avec la côte est-africaine. Au XIX^{e} siècle, pour le reste du monde, la zone océan Indien fut par beaucoup considérée comme une lointaine géographie, peuplée d'aventuriers fous, de planteurs de canne à sucre, de pirates ou de bagnards… Certains y fuyaient les affronts, les famines, les guerres ou les révolutions, s'échappant par la mer pour se retrouver, au bout du voyage, sur ces terres de jouvence, y fonder une famille, inventer un monde nouveau.

À partir de la deuxième moitié du XX^{e} siècle, avec le développement du transport aérien, l'océan Indien a changé de statut. De lointaines terres mystérieuses, voire inquiétantes, presque d'un coup de baguette magique, ses îles sont devenues parmi les lieux les plus prisés de la planète pour des séjours paradisiaques et des « vacances de rêve » au soleil… Comme une

invitation au voyage pour les peuples du monde entier. On débarquait à Port-Louis, Victoria ou Tana pour partir à l'abordage des plages de cocotiers – avec parfois quelques déceptions à l'arrivée, quand, dans certains pays, le standing hôtelier n'était pas à la hauteur des rêves.

Lire aussi :

Océan Indien : la solidarité insulaire au centre du jeu
Jeuneafrique

Foire Internationale de l'Agriculture : Plus de 20 000 visiteurs attendus à la 4e édition

La 4e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture, co-organisée par l'agence Première ligne et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, se tiendra du 22 au 25 septembre 2022 au parc des Expos à Tanjombato, Forello.

De nombreuses organisations paysannes représentant les différentes régions de l'île vont y participer en vue de faire connaître au grand public les produits agricoles faisant la spécificité de leurs régions respectives. Différents acteurs opérant dans les chaînes de valeur au niveau des trois secteurs, à savoir, l'agriculture, l'élevage et la pêche prendront également part à cette 4e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture. Une des nouveautés pour l'édition de cette année est la présence massive des concessionnaires agricoles, selon les organisateurs au sein de l'agence Première ligne lors d'une conférence de presse qui s'est tenue hier à l'hôtel Le Louvre à Antaninarenina. « *Ce sont des porteurs de solutions en matière de mécanisation agricole qui contribue à booster la production. On peut citer, entre autres, Materauto qui accompagne depuis de nombreuses années le secteur agricole en mettant entre autres à la disposition des exploitants agricoles une gamme de tracteurs Massey Ferguson qui seront visibles à la foire. Il faut savoir que Massey Ferguson est un des plus grands fabricants de tracteurs agricoles basé aux Etats-Unis* », selon leurs dires.

Atteinte à l'autosuffisance alimentaire. Dans le cadre de cette Foire Internationale de l'Agriculture, les organisations paysannes participantes auront accès à une formation professionnelle en management agricole, durant les quatre jours. Près de 550 stands seront érigés afin que les exposants puissent présenter au grand public leurs offres de services et de biens, sans oublier les produits agricoles bios et transformés faisant la particularité de chaque région. Les promoteurs de cette 4e édition de la FIA misent cette fois-ci sur l'atteinte à l'autosuffisance alimentaire en présentant en un même endroit toutes les parties prenantes qui peuvent contribuer à la réalisation de cet objectif. Il s'agit notamment des exploitants agricoles familiaux, des transformateurs agricoles, des prestataires de services agricoles, des industries agro-alimentaires, les fournisseurs d'intrants et d'équipements agricoles, des fabricants d'engins agricoles ainsi que les grandes entreprises. Selon les prévisions des organisateurs de cet événement de grande envergure, plus de 20 000 visiteurs seront attendus à cette 4e édition.

Suite de l'article

La hausse des prix force les Réunionnais à changer leurs habitudes alimentaires



Depuis le début de l'année, les prix à la consommation ont augmenté de 5,8% selon l'Insee. Cette hausse pèse fortement sur le portefeuille des Réunionnais. Et malheureusement pour la population, l'avenir ne s'annonce pas meilleur. Même si l'on note un léger coup de frein de l'inflation au mois d'août, le mal est déjà fait. Les comptes en banques des consommateurs souffrent. Conséquence, les Réunionnais sont contraints de s'adapter et de changer leurs habitudes, notamment alimentaires. Objectif préserver un minimum leur pouvoir d'achat. (Photo : rb/www.ipreunion.com)

Selon l'Insee, entre juillet 2021 et juillet 2022, les prix à La Réunion ont globalement augmenté de de 5,6 %. Dans le secteur de l'alimentaire, la hausse est de + 5,5 % sur la même période. Pour leur part, les produits manufacturés ont augmenté de 3%. Quant aux prix des services il a grimpé de 3,5 %.

Les chiffres ne veulent pas dire grand chose et n'ont pas de réelle signification pour vous ? Alors il faut lire ce qui suit.

Cette jeune mère de famille - elle a souhaité rester anonyme - travaille en tant que secrétaire. Elle élève seule sa fille. L'inflation la touche directement. "Les prix sont très élevés à La Réunion", dit-elle. Pour des raisons financières et ne pouvant plus assumer un loyer devenu trop cher, cette maman a dû retourner vivre chez ses parents. Un véritable coup dur pour elle, mais le seul moyen "d'offrir une chambre à sa fille". Comme de nombreux Réunionnais de la classe moyenne, elle n'est pas assez riche pour vivre dignement, mais pas assez pauvre pour percevoir des aides de la Caisse d'allocations familiales (Caf).

Même si elle ne paye plus de loyer et qu'elle perçoit un salaire, la jeune femme compte ses sous chaque mois. Lorsqu'elle va faire ses courses. "Je fais attention aux prix, même si j'essaye de prendre de la qualité". "En ce qui concerne les produits ménagers par contre, la javel, le vinaigre, j'achète du premier prix". Cependant, si elle peut se permettre de faire de bonnes courses, elle le reconnaît, c'est notamment grâce aux opérations "Chèques différés" proposées par les supermarchés. **Suite de l'article**

Les Seychelles vont reprendre l'exploration pétrolière.

By: **Rassin Vannier**





Plateforme pétrolière (Agência Brasil/Wikimedia)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles viennent de signer avec la compagnie canadienne **Adamantine Energy Ltd** un accord permettant d'explorer le sous-sol marin du pays en vue de trouver des hydrocarbures.
Le lieu choisi se situe à environ 80 kilomètres au sud de Mahe, l'île principale.
Les Seychelles qui sont mondialement connues pour leur environnement unique, ont indiqué avoir mis dans le contrat des mesures très strictes pour ce qui concerne la protection de l'environnement.
« Pour nous il était important d'avoir des clauses pour la protection de l'environnement, car à tout moment si le gouvernement estime qu'il y a un problème, on peut tout arrêter » a dit Jean François Ferrari ministre de la pêche et de l'économie bleue.

Cela fait plus de 40 ans que les entreprises de pétroles sont intéressées par le sous-sol marin des Seychelles, mais jusqu'à maintenant, elles n'ont rien trouvé.
Mais cette fois-ci les choses pourraient être différentes.
Les premières études réalisées dans le lieu de rechercher font état de la présence de plusieurs millions de barils de pétrole.
« C'est un jour important pour Adamantine Energy et les Seychelles, nous avons entamé des discussions avec PtroSeychelles, il y 10 ans, et un de nos responsables qui est un grand géophysicien pense qu'il y a un grand potentiel aux Seychelles » a dit Craig Bridgeman directeur d'Adamantine Energy.
Durant les deux prochaines années, des analyses plus poussées seront effectuées dans la zone de 9 mille Km2 et ensuite d'après les résultats des forages auront lieu.
L'accord de 34 ans entre les deux parties a été élaboré, il y a dix ans et M. Bridgman a déclaré que son entreprise est convaincue "qu'il existe un grand potentiel énergétique aux Seychelles". **Suite de l'article**

Kevin Ramkaloan : « La reprise pour préparer un développement durable à moyen terme »



Dans une interview accordée à Le-Mauricien cette semaine, Kevin Ramkaloan, Chief Executive Officer (CEO) de Business Mauritius, passe en revue l'économie une année après l'ouverture des frontières. Il observe que la croissance économique est sur une trajectoire ascendante et mise sur une croissance entre 6 et 8% pour cette année. Il insiste aussi sur la nécessité d'utiliser la reprise économique afin de préparer le développement économique durable et mettre en œuvre une Medium-Term Reform. Il souligne l'importance de la recherche et de l'innovation, de la réforme du marché du travail et de la formation ainsi que de l'industrie circulaire.

Cela fera bientôt un an que les frontières ont été rouvertes, après plusieurs mois de fermeture due à la pandémie de Covid. Quelle est l'évaluation de la situation économique par le secteur privé à ce stade ?

Le secteur privé a été partie prenante dans la réouverture graduelle des frontières, qui était essentielle pour la reprise économique. Nous pouvons le constater aujourd'hui dans les perspectives et dans les faits. Sur le plan global, le taux de croissance était de 6,1%, d'après le FMI, qui prévoit une croissance de 3,2% pour cette année. À Maurice, nous avions prévu initialement une croissance économique de l'ordre de 4% en 2021, taux qui a finalement été réduit à 3,6%, et cette année nous misons sur une croissance de 6 à 8%. Statistics Mauritius prévoit une croissance de 7,2%.
Nous sommes dans une trajectoire ascendante. Cette croissance intervient après la réouverture des frontières et est portée par la croissance dans les arrivées touristiques. Il faut reconnaître que les touristes étaient prêts à revenir, car la demande était là. La demande jusqu'à la fin de l'année reste forte. La connectivité aérienne a permis qu'au mois de juillet, les arrivées touristiques se situent presque au même niveau qu'en 2019, et cela malgré le fait que c'était la basse saison. **Suite de l'article**

Blue Ecomony dept. gets US $60,000 to boost its educational programme



Terrence Crea


Elna Etienne in one of the activities at school

By Vidya Gappy

The Blue Economy department has successfully secured US $60,000 from the Indian Ocean Rim Association to roll out its educational programme.
Since its inception in 2015, the department has been finding means to develop and educate the population about this sector. With the newly acquired funding, the department is planning to launch a series of activities that can be integrated in schools with the help of two consultants.
Seven years later, there are still some misconceptions about what the Blue Economy really is. With the funding secured, the department will as from the end of September kick-start activities in schools to promote the Blue Economy approach.
Terrence Crea, principal programme and development officer, explained that the Blue Economy department is putting much emphasis on the educational aspect and sensitisation of the Blue Economy for the public on a national level.
"We are specifically targeting secondary one students and the activities will be mainly science related projects. It is also important to note that although we will be mainly focusing on science subjects, already Blue Economy has been integrated in the curriculum but we are also seeing how it can be integrated in geography."
With this project, Mr Crea hopes that the students will be able to understand the importance of that sector and how they can influence it and benefit from the ocean.
Another component of the project, once the consultants have worked on its logistics, is to bring it to other countries in the region. Seychelles will be piloting this project.
"We hope that this project will impact the youth in the way they act and have the stakeholders onboard. We already got the approval from the Ministry of Education and we already hired two consultants – one expert in the ocean and the other one expert in curriculum development. The two consultants will now look into the existing programmes related to the Blue Economy in the school curriculum and will propose new additions," explained Mr Crea. **Suite l'article**

Atteindre l'autonomie énergétique : un défi "immense" à relever

ÉNERGIE. La semaine dernière, la SPL Horizon Réunion a présenté le bilan énergétique de notre territoire en 2021 mais aussi sa programmation pluriannuelle (PPE). L'objectif étant de parvenir à l'autonomie énergétique dans la décennie.



"Le dérèglement climatique est bien présent. Comment s'organise-t-on pour être acteur de changement au niveau de notre vision de la consommation énergétique à La Réunion ?" Jeudi dernier, dans l'hémicycle de la Région, Jean-Pierre Chabriat, conseiller régional et président de la SPL Horizon Réunion, pose la question.
"Sur la consommation d'énergie électrique globale, nous produisons en moyenne 30 % de notre électricité essentiellement sur la base d'énergie renouvelable locale et, l'an dernier, nous étions à 28 %... Globalement, nous stagnons et cette stagnation n'est pas notre objectif", indique Jean-Pierre Chabriat. "Le but, à terme, serait que nous puissions atteindre une autonomie énergétique de La Réunion et en particulier sur le champ du secteur électrique." Particuliers, entreprises, collectivités... Pour y parvenir, Jean-Pierre Chabriat en a conscience : "Nous avons du travail à faire dans la prochaine décennie."
Ainsi, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) précise les objectifs de politique énergétique sur l'ensemble des usages, tel que l'électricité, le transport, la chaleur et le froid. Elle hiérarchise les enjeux, identifie les risques et les difficultés associés. La PPE permet d'orienter les travaux pour les années à venir pour la gestion de l'ensemble des énergies et ses objectifs portent sur les années 2023 et 2028.
Disposer d'une électricité verte d'ici 2023

Madagascar –Etats Unis : Coopération renforcée pour une facilitation des investissements américains


L'Ambassadrice américaine Claire Pierangelo rencontrant le Président du Sénat, Herimanana Razafimahefa hier.

L'Ambassadrice des Etats-Unis auprès de Madagascar et de l'Union des Comores, SEMme Claire Pierangelo, a effectué une visite de courtoisie auprès du Président du Sénat, Herimanana Razafimahefa hier au palais de Verre à Anosikely.

Lors de la rencontre entre les deux parties, le renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays a été évoqué en vue d'assurer une facilitation des investissements américains en terre malgache. En effet, « de nombreux investisseurs américains sont intéressés à venir dans le pays, outre ceux qui s'y implantent actuellement. Les Etats-Unis sont entre autres, très expérimentés dans le domaine de la production des énergies renouvelables. Ils ne cessent également de soutenir le secteur industriel malgache par le biais de l'AGOA ou la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique », a expliqué le Président du Sénat Herimanana Razafimahefa lors de son entrevue avec la presse hier. Il est à rappeler que Madagascar fait partie des pays de l'Afrique Subsaharienne éligibles pour accéder au marché américain en franchise des droits de douane et sans contingent en vertu de cette loi. Nous y exportons notamment des produits de textile et habillement ainsi que des produits agricoles comme les épices et des produits minéraux. Ce qui a permis de créer de nombreux emplois à Madagascar.

Plus grand donateur. L'Ambassadrice des Etats-Unis à Madagascar, SEMme Claire Pierangelo, pour sa part, a manifesté la volonté de son pays à renforcer la coopération avec Madagascar sur plusieurs secteurs font entre autres, l'industrie. Elle souhaite ainsi non seulement la facilitation de l'implantation des investisseurs américains en terre malgache mais aussi la levée des contraintes en matière de la mise en application de la loi sur l'entrepreneuriat, pour que ces opérateurs puissent entreprendre équitablement. **Suite de l'article**

Coopération Comores-Arabie Saoudite : Le Royaume saoudien prêt à soutenir encore les Comores

Au cours d'une rencontre la semaine dernière au bureau du ministère des finances et du budget, Dr Atallah Al Zayed, Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite en Union des Comores a exprimé la volonté du Royaume saoudien de soutenir les Comores dans le cadre des relations bilatérales comme multilatérales.



Les relations bilatérales entre Comores et Arabie Saoudite sont au bon fixe. Plusieurs actions issues de cette coopération sont fructueuses. Étant pays frère des Comores, le Royaume à travers son Ambassadeur aux Comores se dit prêt à accompagner les Comores. Lors d'une rencontre entre le ministre des finances et l'Ambassadeur, certaines questions cruciales ont été à l'ordre du jour. Il s'agit notamment de « l'impact des trois derniers chocs exogènes majeurs qui ont bouleversé la situation économique et sociale du pays ». Le cyclone Kenneth, la pandémie de COVID-19 et la crise russo-ukrainienne qui ont affecté l'économie du pays et qui ont provoqué beaucoup de répercussions.

Selon les deux parties, le principal défi de cette coopération est d'être en mesure de s'impliquer mutuellement dans la recherche de solutions à long terme aux problèmes qui se posent dans nos communautés respectives. Le Ministre a présenté une vue d'ensemble des priorités du gouvernement en matière de finances publiques, de la réforme fiscale et du nouveau modèle de développement (Plan Comores Émergentes), précisant en effet que les réformes engagées dans ces domaines sont en mesure de consolider la croissance et préserver les équilibres globaux. Une occasion pour le diplomate du Royaume de rassurer que les autorités saoudiennes continueront et sans cesse de réaffirmer leur engagement aux côtés des Comores dans leur processus de développement.

Kamal Said Abdou

Les Seychelles atteignent pour la première fois la barre des 100 000 habitants, selon les statistiques du recensement.

| By: **Rita Joubert-Lawen, traduit par Rassin Vannier**



Les Seychelles, connues pour leurs plages de classe mondiale, sont l'un des plus petits États insulaires du monde, mais leur population ne cesse de croître. (Gérard Larose)

(Seychelles News Agency) - Pour la première fois de son histoire, en 2022, les Seychelles - un archipel de l'océan Indien occidental - ont franchi la barre des 100 000 habitants. Les derniers chiffres du **recensement** révèlent un total de 100 447 habitants, dont 84 % sont des citoyens du pays.

Cela représente une augmentation de 9,9 % par rapport à 2010, année où la population était de 90 945 habitants.

Le Bureau national des statistiques (NBS) a révélé les chiffres provisoires du premier **recensement** numérique à ses parties prenantes, notamment les administrateurs de district, les professionnels de la santé et les personnalités politiques.

Le **recensement** visant à recueillir des données sur la population, les ménages et les électeurs des Seychelles a débuté en avril de cette année - deux ans plus tard que prévu initialement, en raison de la pandémie de Covid-19.

Jusqu'à la tenue du dernier **recensement**, la population de l'archipel comptait quelque 99 000 habitants - seychellois et non seychellois.

Les derniers chiffres précisent qu'il y a maintenant 53 927 hommes et 46 520 femmes - Cascade étant le district le plus peuplé avec 6 249 habitants.

Le **recensement** a été réalisé plus rapidement que lors des éditions précédentes, les informations ayant été collectées par voie numérique.

Les informations révélées aujourd'hui à l'hôtel Eden Bleu, dont la directrice générale de NBS, Laura Ah-Time, a dit qu'elles touchaient "tout ce qui concerne la population - le sexe, les chiffres, etc.".

Au cours des nombreuses présentations qui ont eu lieu le mercredi 31 août, les techniciens de la NBS ont expliqué le processus d'organisation du **recensement** ainsi que certaines des premières informations recueillies.

Suite de l'article